

Plus jamais le statut de saisonnier!

Beaucoup de travailleuses-eurs ayant largement contribué à la prospérité de la Suisse sont arrivés comme saisonniers. Ils avaient été recrutés sous ce statut qui constituait, jusqu'en 2002 un important instrument de la politique d'immigration. Il s'inscrivait dans un régime de police des étrangers qui fournissait à l'économie une main-d'œuvre bon marché et dépourvue de droits.

Exclusion

Le statut de saisonnier a dégradé les migrant-e-s en travailleurs de seconde classe. On a stationné les hommes loin des quartiers où vivait la population locale, dans des baraques. Ils habitaient souvent à quatre dans une petite chambre. Ils n'avaient le droit ni de faire venir leur famille, ni de changer d'emploi. Dans la construction, ils travaillaient 50 heures par semaine, voire plus. Beaucoup de femmes sont également venues comme saisonnières en Suisse, principalement dans l'industrie alimentaire ou textile. Tout le monde repartait à la fin de la saison, en novembre.

Le chapitre des enfants cachés est particulièrement sombre. En raison du statut de saisonnier, et comme leurs parents ne voulaient pas les laisser au pays, des dizaines de milliers d'enfants ont vécu en Suisse dans la clandestinité. L'abolition de ce statut inhumain est relativement récente, et donc les témoins directs de cette sombre période vivent encore. Comme Bruno Cannelotto ou Aurora Lama, qui prennent la parole ici pour exhorter à ne pas réintroduire un tel régime.

Diabolisation

La peur de l'étranger et la xénophobie sont une constante dans l'histoire politique de la Suisse.

Les Juifs, les Italiens, les Espagnols, les Tamouls, les Yougoslaves: tous ont (d'abord) été diabolisés. Or la Suisse ne serait pas devenue ce qu'elle est sans le dur travail des migrant-e-s et leur apport culturel, qui a considérablement enrichi le pays.

Et aujourd'hui?

L'exploitation des personnes dépourvues de passeport suisse reste d'actualité. Les migrant-e-s au bénéfice d'une autorisation de séjour de courte durée ont pris le relais des saisonniers et travaillent dans le secteur des bas salaires, à des conditions très défavorables. D'où l'importance de s'engager aujourd'hui dans un vaste mouvement social pour plus de justice, de solidarité et de dignité humaine. Pour que l'ensemble des salarié-e-s bénéficient de droits et de conditions de travail équitables.

Sommaire

Avant-propos, Vania Alleva:	
<u>L'histoire ne doit pas se répéter</u>	1 – 2
Bruno Cannelotto:	
<u>La vie d'un saisonnier en Suisse</u>	3 – 6
Ralph Hug:	
<u>L'apartheid helvétique</u>	7 – 8
Ralph Hug au sujet d'Aurora Lama:	
<u>« J'ai été un enfant caché »</u>	9 – 10
Vasco Pedrina:	
<u>« M. Brunner, vous portez atteinte à la Suisse ! »</u>	11 – 14
Ralph Hug:	
<u>Le long combat de Blocher et Schlüer</u>	15 – 18
Matthias Preisser:	
<u>Des parias dans une Suisse prospère</u>	23 – 24
Vania Alleva:	
<u>Une machine à recruter du personnel bon marché</u>	25 – 28
Marie-Josée Kuhn:	
<u>Que serait la Suisse sans pizza?</u>	29 – 32
Paul Rechsteiner:	
<u>Non au retour à un régime discriminatoire</u>	33 – 38
<u>Bref historique du statut de saisonnier et impressum</u>	39 – 40

Tous les textes de la brochure ont été publiés dans le journal syndical « work », exception faite de ceux de Vania Alleva et Paul Rechsteiner.

2014, une année décisive

L'histoire ne doit pas se répéter

Vania Alleva, coprésidente d'Unia

Mon père était saisonnier et a vécu dans des baraques. Par chance, ma mère a obtenu du premier coup une autorisation de séjour à l'année en tant qu'ouvrière de fabrique. Durant notre enfance, tous deux nous ont raconté ce qu'ils avaient vécu sous le statut de saisonnier, qui faisait d'eux des salarié-e-s de seconde classe. Une rotation permanente était prévue. La main-d'œuvre migrante devait rentrer dans son pays d'origine après quelques mois de travail. A son retour, il lui fallait à chaque fois subir des contrôles humiliants. Mes parents avaient des amis qui ont été obligés

« Mon père était saisonnier, il a vécu dans des baraques. »

de cacher leurs enfants. De telles histoires témoignent d'un profond manque de respect et d'une dignité bafouée. D'une forme helvétique d'apartheid.

Après plusieurs décennies de lutte, les syndicats et d'autres mouvements sociaux ont fini par faire disparaître le statut de saisonnier de la Suisse. L'introduction en 2002 de la libre circulation des personnes a refermé ce triste chapitre pour la plupart des migrant-e-s.

La rechute est brutale

Les citoyennes et citoyens sont appelés deux fois aux urnes cette année pour se prononcer sur des initiatives à teneur isolationniste et xénophobe. Le 9 février 2014, une légère majorité a adopté l'initiative de l'UDC. Et ce, en dépit des mises en garde syndicales contre les funestes conséquences tant des systèmes de contingentement discriminatoires que des autorisations de séjour précaires et inhumaines. Il reste à espérer que le scénario ne se répétera pas lors de la votation sur l'initiative Ecopop.

Dans tous les cas, l'année 2014 marque déjà une césure dans l'histoire récente. Nous risquons de voir réapparaître des conditions qu'on croyait définitivement révolues.

Comment faut-il mettre en application l'initiative contre l'immigration de masse du 9 février ? Le ton monte. En aucun cas, la politique ne doit opter maintenant pour des autorisations de séjour précaires et démanteler les droits des salarié-e-s. Il faut au contraire accroître la protection contre le dumping au profit de tous les travailleuses-eurs et de la main-d'œuvre âgée en particulier. Il faut lancer une véritable offensive pour la formation, et favoriser la conciliation entre travail et famille.

Un signal fort

La présente brochure d'Unia et l'exposition itinérante qui l'accompagne poursuivent des objectifs très concrets: Unia se mobilise pour sensibiliser la population suisse, aujourd'hui où le climat s'est durci, aux graves erreurs du passé. L'histoire ne doit pas se répéter. Unia entend rappeler le précieux acquis que constitue la libre circulation des personnes pour les droits des travailleuses-eurs. Il vise à influencer les discussions actuelles sur nos rapports à l'Europe, afin que la protection des salarié-e-s redevienne prioritaire. En effet, l'issue des prochaines votations sur la reconduction des bilatérales dépendra largement des améliorations apportées sur ce terrain.

Nous voulons lancer un signal. Un signal fort pour davantage de solidarité, d'égalité et de dignité, au profit de l'ensemble des travailleuses et travailleurs.